

Document

L'économie souterraine atténue l'impact de la crise (01.01)

Le Figaro – 29.12.09

L'économie parallèle comme amortisseur de crise. Le rapport de cause à effet s'est vérifié en 2009, indique un rapport de la Deutsche Bank, mais uniquement pour les pays qui dépassent un certain seuil de non déclaré, qu'il s'agisse d'activités illégales comme le trafic de drogue, de «simples» fausses factures ou de travail au noir.

Ainsi la Grèce, championne d'Europe de l'économie souterraine - 25 % du PIB -, où le premier ministre Georges Papandréou a récemment reconnu le niveau record de corruption des fonctionnaires, n'a enregistré pour cette année qu'un recul de l'activité de l'ordre de 1 %, malgré les alertes sur la dette publique. La banque allemande cite comme deuxième exemple emblématique l'économie portugaise, qui compte 20 % d'activité non déclarée, et dont le PIB n'a chuté que de 2,6 %.

De la même façon, plusieurs experts estiment que si l'Espagne parvient à traverser la crise en gardant le sourire, c'est grâce à son économie parallèle, notamment les nombreux petits boulots au noir que les Espagnols cumulent pour boucler leurs fins de mois. En revanche, l'équation est moins évidente pour l'Italie, autre pays du Sud adepte de l'activité informelle (environ 22 %), où le PIB baissera cette année de 5 %.

À l'inverse, on retrouve aussi dans les pays les plus résistants à la crise les États les plus vertueux, c'est-à-dire ceux qui comptent une «masse salariale particulièrement honnête», entendez déclarée par les employeurs. C'est le cas de l'Autriche, de la France et des Pays-Bas, qui ont enregistré une contraction de leur PIB de 2 à 4 % alors que l'économie parallèle se situe entre 7 et 12 % de l'activité totale.

Chute des scandinaves

Sans s'étendre sur le pourquoi du comment, les auteurs constatent en revanche que les pays situés à mi-chemin, soit 15 % environ d'économie informelle, sont les plus touchés par la récession, en particulier l'Allemagne et les pays scandinaves. L'Irlande, le Danemark ou la Finlande ont ainsi vu leur PIB reculer de 6 à 7 %.

Selon les calculs de la banque, la situation la plus défavorable se situe à 14,33 % d'économie parallèle, ce qui est le cas de l'Allemagne. Précisant que son étude ne doit pas être prise totalement au sérieux, Sebastian Kurch se moque de ses compatriotes allemands, qui devraient choisir entre opter pour la légalité, et donc payer rubis sur l'ongle leurs taxes, ou suivre l'exemple de «réussite» à la grecque...